

Samedi 23 décembre 2017

Communiqué de presse

Grand Paris : un scénario inacceptable et méprisant pour les citoyens

Les présidents des Départements franciliens rejettent le scénario privilégié par le préfet de Région, Michel Cadot.

La presse s'est récemment fait l'écho au seuil de la trêve des fêtes de fin d'année, des projets extravagants du préfet de l'Île-de-France sur le Grand Paris. Le scénario que privilégie Michel Cadot prévoit notamment la suppression des trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) et le maintien de la Métropole du Grand Paris dans ses limites actuelles. Le préfet va même jusqu'à supprimer les quatre départements de la grande couronne (Yvelines, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Essonne), remplacés par des districts, établissement public des années 1960 ! Ce nouveau projet ressemble furieusement au premier projet de Monsieur Cadot et déjà recalé par le président de la République. Il consacre les lois NOTRe et MAPTAM qui sont en fait les projets boiteux du ministère de l'Intérieur, bâtis sur les obsessions centralisatrices de la préfecture de police et qui conduisent à une métropole des riches générant une grave fracture sociale.

Au-delà même de la méthode qui consiste à décider sans aucune concertation de l'avenir des collectivités territoriales administrées par l'expression du suffrage universel, tout comme à laisser fuiter dans la presse des informations jamais partagées avec les élus, les présidents des sept Départements concernés affirment solennellement qu'ils rejettent ce scénario ubuesque. Ils s'opposeraient à sa mise en œuvre par tous les moyens politiques et juridiques s'il était finalement retenu : la haute administration, coupée du peuple et incapable de réformer un État surendetté, doit cesser de jouer au « Rubik's cube » avec les collectivités locales, au détriment de leurs habitants. Au lieu d'occuper son temps à redécouper les territoires comme pour mieux les affaiblir au mépris de leur histoire et surtout de leur avenir, le préfet d'Île-de-France ferait mieux d'accéder à la demande des entreprises qui veulent s'y développer : cela fait trois mois, par exemple, que Total attend l'agrément de la préfecture nécessaire au déploiement de son activité...

Les présidents des sept Départements affirment que le « patchwork » imaginé par le préfet Cadot serait préjudiciable à tous les Franciliens : construire le Grand Paris sur le périmètre restreint de l'actuelle métropole serait voué à l'échec puisqu'il exclurait des populations et des territoires dont la métropole aura forcément et rapidement besoin pour son développement futur. C'est exclure les habitants de deuxième couronne, les reléguer au rang de citoyens de seconde zone alors même qu'ils contribuent par leurs impôts au financement du Grand Paris. Cette réforme aggraverait les fractures territoriales et sociales, déjà très pénalisantes pour l'attractivité du Grand Paris, et accentuerait le sentiment de délaissement des zones moins denses, avec des conséquences sur l'emploi et le vote extrémiste.

Fonder le Grand Paris sur la disparition des Départements de la petite couronne serait une absurdité qui dégraderait le service aux habitants. En quoi le remplacement de 3 départements par 11 intercommunalités simplifierait-il l'organisation ? Ce serait au contraire plus coûteux et moins solidaire.

Ni la MGP, ni les onze établissements publics territoriaux (EPT) n'ont les capacités de gérer les services de proximité aux populations comme l'aide sociale à l'enfance, l'entretien des collèges et de la voirie, la protection maternelle et infantile... qui n'ont rien à voir avec les objectifs stratégiques d'attractivité et de développement dévolus à la métropole. L'application de ce scénario conduirait inmanquablement à la dégradation du service public et fait fi de l'inquiétude des agents territoriaux. En matière d'insertion notamment, les Départements ont acquis, au fil des ans, une expérience irremplaçable : qui peut croire que onze EPT pourraient s'acquitter mieux qu'eux de cette mission ?

Enfin, la désorganisation des collectivités existantes, le repli de la métropole sur la MGP et d'éventuels renoncements sur le réseau du Grand Paris Express feraient courir un risque majeur à l'attractivité du Grand Paris, en l'empêchant d'exercer pleinement ses fonctions stratégiques : face aux villes-mondes que sont Londres, New-York, Pékin ou Tokyo, nous assisterions au déclassement de Paris, donc de la France sur la scène internationale.

A l'opposé de la Métropole actuelle, les présidents des sept Départements d'Ile-de-France - soutenus par de nombreux Maires – veulent promouvoir une grande métropole, ambitieuse, solidaire et démocratique : une métropole englobant toute l'Île-de-France, bâtie avec les départements et le bloc communal.

Ce projet peut faire l'objet d'une mise en œuvre rapide et d'un large consensus. A l'heure où le Brexit et les Jeux Olympiques de 2024 offrent au Grand Paris une occasion unique de développement, il serait irresponsable de s'engager dans un nouveau « meccano institutionnel » dont le résultat – écrit d'avance – sera de désorganiser des services qui fonctionnent et de diminuer, pour plusieurs années, l'investissement public.

Jean-Jacques Barboux, Président du Département de **Seine-et-Marne**

Pierre Bédier, Président du Département des **Yvelines**

François Durovray, Président du Département de l'**Essonne**

Patrick Devedjian, Président du Département des **Hauts-de-Seine**

Stéphane Troussel, Président du Département de **Seine-Saint-Denis**

Christian Favier, Président du Département du **Val-de-Marne**

Marie-Christine Cavecchi, Président du Département du **Val-d'Oise**

Contact presse :

Marine Pivert

marine.pivert@valdoise.fr

Tél. 01 34 25 34 14